

A close-up portrait of Chantal Line Carpentier, a woman with dark hair and a warm smile, wearing a light-colored jacket. The background is a soft, warm orange color.

CHANTAL LINE
CARPENTIER



Les Européens
implantent des
programmes
pour rendre leurs
produits plus
faciles à recycler.

En Chine et
au Japon, c'est
déjà fait ! Ici, on
ne fait rien.



**CHANTAL LINE
CARPENTIER**
est chef de
programme,
Environnement,
économie et
commerce,
à la Commission
de coopération
environnementale
(CCE) de l'Amérique
du Nord.

LA LIBÉRALISATION DU COMMERCE EN AMÉRIQUE DU NORD A-T-ELLE EU UN IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT ?

C. L. C.—L'ALENA n'a pas engendré les effets destructeurs que prédisaient certains. Il y a des effets sur l'environnement, mais ils sont ponctuels et dispersés. D'un autre côté, on n'assiste pas non plus à une écologisation de nos marchés. Ceux qui croyaient que le commerce libéralisé allait dégager de l'argent pour mieux protéger l'environnement ont eu tort eux aussi.

Quel rôle joue la CCE ?

C. L. C.—La CCE est unique en son genre. On l'a créée en même temps que l'ALENA pour suivre de près les répercussions possibles du commerce sur l'environnement et voir si les politiques publiques peuvent faciliter le développement de technologies propres, par exemple, ou une croissance économique durable.

Que craignait-on ?

C. L. C.—Qu'il se crée des « paradis de la pollution », entre autres, ou que des entreprises déménagent au Mexique sous prétexte que les standards environnementaux y sont moins élevés et puissent ainsi réduire leurs coûts de production. Le cas échéant, nos gouvernements auraient pu choisir de ne pas appliquer nos lois environnementales ou de ne pas les resserrer, de façon à préserver la compétitivité de nos entreprises.

Que s'est-il passé, en réalité ?

C. L. C.—Il n'y a pas eu de nivellement par le bas. En tout cas, pas de façon généralisée. D'une part, les coûts liés aux politiques environnementales ne représentent qu'une petite portion des coûts totaux de production. D'autre part, les lois du Canada, des États-Unis et du Mexique se ressemblent beaucoup

en matière d'environnement. C'est surtout l'application de ces lois qui diffère.

Vous êtes en poste depuis sept ans. Quels effets avez-vous observés ?

C. L. C.—Il y a eu une très forte augmentation des déchets toxiques en provenance des États-Unis. Chez nos voisins, les entreprises doivent traiter les déchets toxiques avant de s'en débarrasser, alors qu'au Québec et en Ontario, il suffit de les ensevelir... Il y avait donc un très gros avantage à les expédier au Canada. Les augmentations ont atteint 500 % !

Que pouvez-vous faire face à ce genre de situation ?

C. L. C.—Nos pouvoirs sont limités. Dans ce cas précis, nous avons documenté l'affaire et nous en avons fait état lors du Symposium nord-américain sur le commerce et l'environnement en 2000 [organisé par C. L. Carpentier]. Des pressions ont ensuite été exercées sur les ministres responsables, et les lois ont été mises à niveau. C'est le maximum que l'on puisse faire : documenter ce qui se passe, produire un rapport, le rendre public, puis laisser la société civile prendre le relais.

Y a-t-il des raisons de s'inquiéter ?

C. L. C.—Quelques-unes... Aux États-Unis, par exemple, on prévoit que deux millions d'ordinateurs seront mis aux ordures d'ici cinq ans, avec tout ce qu'ils contiennent de plomb, de mercure et d'autres matières toxiques. Mais nos dépotoirs sont pleins ! Nos téléphones cellulaires, dont la vie utile est très courte, où vont-ils après ? Combien de gens jettent encore leurs piles domestiques à la poubelle ? Ce n'est pas

normal que les gens ne sachent pas comment se débarrasser de ces objets. Des choses simples peuvent faire la différence, mais il faut surtout diffuser plus d'information.

Il y a donc un décalage important entre nos politiques publiques et l'état de notre environnement ?

C. L. C.—Tout à fait. Les Européens travaillent à implanter des programmes qui visent à rendre leurs produits plus faciles à recycler. En Chine et au Japon, c'est déjà fait ! Ici, en Amérique du Nord, on ne fait toujours rien de ce genre. Hewlett-Packard a beaucoup investi pour rendre ses ordinateurs plus « propres » et plus facilement recyclables. Cette entreprise croyait ainsi bénéficier d'un avantage concurrentiel quand une loi serait adoptée dans ce sens. Mais les lois n'ont pas suivi, et aujourd'hui, HP se demande si cela vaut le coup de continuer... Il reste beaucoup de chemin à faire.

Êtes-vous sceptique quant à notre capacité de redresser notre bilan environnemental ?

C. L. C.—La société civile n'est pas imbécile. Je pense que nous sommes arrivés au point où nos gouvernements ne peuvent plus ignorer la sensibilité du public à l'égard de l'environnement. Par ailleurs, je crois qu'il y a d'énormes possibilités devant nous.

Peut-on gagner de l'argent avec l'environnement ?

C. L. C.—Absolument ! Je vous raconte une blague, d'accord ? C'est un économiste qui marche à côté d'un autre économiste. Le premier dit au second : « T'as vu ça ? On dirait un billet de 10 dollars par terre. » Le second répond : « Non, c'est impossible, quelqu'un l'aurait déjà ramassé... » En environnement, c'est la même logique. Les gens pensent que si les technologies de l'environnement permettaient de produire à meilleur coût, de façon à la fois écologique et efficace, il y en aurait déjà plus autour d'eux. La réalité, c'est qu'il en existe beaucoup, et qu'elles sont prometteuses... ☺

LE MONDE DE CHANTAL LINE CARPENTIER

par JEAN-MAURICE BOUCHARD